

Des cérémonies émouvantes ont marqué à Paris le soixante dixième anniversaire de la famine-génocide de 1932-1933 qui, organisée par le parti communiste de l'URSS, a fait environ sept millions de morts en Ukraine

Le 22 novembre 2003, **Alain Besançon**, en présence de plusieurs personnalités officielles, **a prononcé le discours qu'on va lire.**

Il a été publié dans la revue ukrainienne *Krytyka* n°12, Kiev, 2003.

Chers Amis,

La journée d'hier en Sorbonne a été consacrée à la famine génocide en Ukraine. Le point le plus mystérieux n'est pas le motif ni l'exécution du génocide, mais la surdité surnaturelle de l'occident qui n'a pas voulu savoir et ne veut toujours pas savoir.

Hélas, entre toutes les raisons de cette surdité, il y a la volonté d'amnésie et d'amnistie du communisme qui, en tant que tel, n'a jamais été condamné ni en Ukraine ni dans aucun pays où le communisme est arrivé au pouvoir. Et en Occident ? Eh bien non plus et pour une raison simple. Le nazisme a pratiqué l'esclavagisme, et le meurtre de masse. Mais, bien que national *socialiste*, il a négligé de se classer à gauche. La propagande communiste a réussi à le classer à droite. Le communisme a pratiqué l'esclavagisme et le meurtre de masse. Mais il a pris soin de se classer à gauche, c'est-à-dire du côté du progrès, de la générosité, de la justice, et l'occident considère dans l'ensemble que c'est le bon côté. Donc, à moins de passer pour « être de droite », il est conseillé d'oublier le communisme et de lui pardonner.

Mais puisque tout a été dit sur la famine en Ukraine, permettez moi de dire quelques mots sur l'Ukraine elle-même, son histoire, son tragique destin et sa dramatique situation actuelle.

J'ai été longtemps professeur d'histoire de la Russie, et depuis aussi longtemps je m'intéresse à l'histoire de l'Ukraine. Il faut savoir que cette dernière phrase contient presque une contradiction. Quand on se spécialise dans l'histoire de la Russie, on est happé par une bibliothèque où l'Ukraine est étrangement absente. Innombrables sont les livres sur la Russie, sur l'URSS, rares sont comparativement les livres sur l'Ukraine, encore que depuis quelques années ils commencent à fleurir. Les historiens russes classiques traitent de l'Ukraine comme

d'une partie de la Russie, comme d'une terre dont le destin inévitable était de rejoindre la Russie une et indivisible. Je ne parle pas des historiens soviétiques parce qu'ils ne sont pas des historiens quand il s'agit de l'Ukraine. Il en a été longtemps de même de l'historiographie russe écrite en langue étrangère qui subissait l'attraction magnétique du centre étatique russe, pétersbourgeois, puis moscovite.

Si je me suis cependant intéressé à l'Ukraine, c'est par réflexion sur un fait évident. Elle est la clé et la condition d'existence de l'impérialisme russe. Moscou a commencé son empire par la prise de Kazan, en 1552, qui lui ouvrait le chemin des steppes sud orientales et de la Sibérie. La prise de possession de ces territoires immenses n'avait pas de conséquence sur le régime russe, parce qu'il n'y avait pas beaucoup de différence entre le style russe et le style tatar de gouvernement. Au surplus, ces territoires étaient à peu près vides et n'ont pas influé sur l'évolution spontanée de l'Etat russe. Quand celui-ci décida de s'occidentaliser, par les moyens révolutionnaires mis en œuvre par Pierre le Grand, la Sibérie suivit, sans être un frein ni un stimulant. La Sibérie était un prolongement de la Russie, une simple extension de sa civilisation, elle n'était pas une domination impériale. Si la Russie était devenue une nation, au sens européen moderne du terme, la Sibérie en aurait fait partie.

Au contraire la conquête de l'Ukraine fit de la Russie un empire. L'Ukraine au XVII^{ème} siècle faisait déjà partie d'un empire, le grand empire polonais qui s'étendait vers la mer noire, vers le « *far east* » qui le mettait en contact avec les zones frontières mal contrôlées de l'empire ottoman. C'est là que prit feu la grande révolte cosaque qui aboutit en 1653 à la mise en tutelle de l'Etat cosaque par le tsar Alexis Mikhaïlovitch. La tutelle devint colonie sous Pierre le Grand et surtout sous Catherine II. Contrôlée étroitement, colonie de peuplement, elle fut peu à peu rattachée administrativement à la Russie. Mais elle n'était pas la Russie. Elle gardait une aristocratie de culture polonaise, une langue, une littérature (un grand malheur pour elle fut que Gogol, un de ses fils, n'écrivît pas en ukrainien), les restes d'une Eglise proto-nationale (*l'uniatisme*), des souvenirs historiques. Elle gardait suffisamment de personnalité pour que sa conservation tranquille exigeât que l'empire s'étende au-delà d'elle, c'est-à-dire engloutisse la Pologne elle-même, ce qui se fit par morceaux au XVIII^{ème} siècle. L'empire russe était né, et il continua de s'étendre au XIX^{ème} siècle. Mais une structure impériale se paie : elle rend beaucoup plus difficile l'évolution politique. Elle est par définition autoritaire, parce qu'il faut bien dominer, recruter et former des corps destinés à commander, pour qui les libertés ni la liberté ne sont pas un souci.

Au début du XX^{ème} siècle, la Russie avait beaucoup changé. Le servage était liquidé, l'économie moderne était en plein essor, même l'autocratie commençait à perdre du terrain devant le régime représentatif. Cependant l'empire demeurait un empire et toute évolution ultérieure butait sur ce point. Le passage au régime moderne, la chute de l'autocratie, on le sentait, signifiait l'éclatement de l'empire, et cela, le nationalisme russe ne le voulait pas. Les classes éclairées souhaitaient la fin de l'Ancien Régime, mais elles ne voulaient à aucun prix de la fin de l'Empire. Les libéraux ne le voulaient pas. Même les révolutionnaires ne le voulaient pas.

Régime et Empire s'écroulèrent ensemble en 1917. Lénine et les bolcheviks étaient les seuls à accepter en paroles le renoncement à l'empire. Toutefois, le premier soin de Lénine en 1918 fut de négocier avec l'armée allemande qui l'occupait, l'abandon de l'Ukraine. De toutes les pièces de l'ancien empire, ce fut la première qu'il reconquit. L'URSS reprit donc dès ce moment la forme d'un empire. La force qui le tenait ensemble cessa peu à peu d'être l'idée communiste, idée abstraite, utopique, qui avait besoin de se nourrir de passions plus réelles et plus naturelles, même si le communisme demeurait sur le drapeau, et cette passion fut encore une fois le nationalisme russe. L'empire s'étendit, s'étendit encore, et s'écroula officiellement avec le régime communiste en 1991. Le moment décisif de cet écroulement n'est pas la sécession des pays baltes, du Turkestan et du Caucase, mais encore une fois la sécession de l'Ukraine.

Pourquoi ? Parce que son indépendance signifie que la Russie peut enfin devenir une nation, qu'elle peut évoluer comme ont évolué les nations européennes, que, par delà l'horrible parenthèse communiste, cette évolution peut reprendre là où elle a été interrompue, en octobre 1917 et parvenir, après tant d'épreuves et d'obstacles, à un Nouveau Régime représentatif et libéral, à une économie de marché régulière et saine, à une démocratie. C'est pourquoi Zbigniew Brzezinski pouvait écrire « que l'apparition de l'Ukraine indépendante était l'un des trois principaux événements géopolitiques du XX^{ème} siècle, après la dissolution en 1918 de l'empire austro-hongrois et le partage de l'Europe en deux blocs en 1945.

Ces belles perspectives, douze ans après semblent terriblement compromises. Pour trois raisons.

La première est l'évolution décevante de la Russie. Le communisme n'a pas été condamné. La Russie n'a fait aucun examen de conscience comparable à celui qu'a fait l'Allemagne occidentale après la chute du nazisme. Aucun dirigeant communiste n'a été puni pour avoir attenté à la vie et à la liberté de ses concitoyens, ni des peuples soumis. Bien au contraire, le pouvoir a été saisi par la fraction du Parti la plus vicieuse, la plus entraînée, la plus soudée par l'esprit de corps, la plus éduquée dans l'idée communiste, à savoir le KGB. L'équipe au pouvoir s'est emparée des richesses du pays, s'en est fait reconnaître la propriété, s'est fait légitimer par le suffrage universel convenablement manipulé. Elle a instauré un système de gouvernement autoritaire et néanmoins corrompu, qui ne laisse guère de chance à la naissance d'une société civile de droit et de liberté. De nouveau l'évolution tant attendue par le monde est bloquée pour longtemps. L'idéologie communiste, morte depuis une cinquantaine d'années, n'a pas été rejetée avec dégoût, comme l'a été l'idéologie nazie. Elle a simplement été abandonnée. Cet abandon ne concerne pas les méthodes communistes de gouvernement qui sont tranquillement appliquées, parce que les nouveaux gouvernants n'en connaissent pas d'autres. Ils épargnent la mémoire de Lénine, de Dzerjinski, de Staline qui est honorée pour avoir maintenu la gloire et la puissance de l'Etat russe. L'idéal moral qui est chargé de cimenter la Russie, d'enflammer un peuple profondément fataliste et dépolitisé, n'est pas l'amour de la liberté, mais celui de la puissance, de la grandeur nationale, c'est-à-dire encore une fois le nationalisme russe et son doublet religieux, l'Eglise du patriarcat de Moscou. La formule du marquis de Custine : « l'esclave à genoux rêve de l'empire du monde » trouve encore son application, même lorsque l'empire du monde est devenu définitivement hors de portée. Car un autre projet a pris le relais : rétablir la domination russe sur l'ensemble des terres que couvrait l'Union Soviétique. La poussée de la Russie s'exerce dans toutes les directions. Elle réussit là où cela lui est facile, ainsi vers la Belarus et, partiellement, vers le Caucase. Elle est plus précautionneuse en direction de la Baltique où du Turkestan. Mais une fois de plus, l'enjeu essentiel est l'Ukraine. Pour la recouvrer, tout est bon : la pression économique, l'irrédentisme des Russes d'Ukraine, l'encercllement par la Transdnestrrie, toujours maintenue en l'état, et par la Moldavie en train d'être avalée, le sabotage des réformes que tenterait le gouvernement ukrainien, la manipulation des divisions religieuses, l'infiltration policière et militaire : toute la gamme possible des moyens de pression est mise en jeu. La diplomatie russe estime qu'elle a le temps pour elle. Elle pousse ses pions avec prudence et sagacité. Elle a pour elle l'opinion. Dans l'ensemble le peuple russe estime que la séparation de l'Ukraine est une aberration passagère et il refuse de la

prendre en compte, de la réaliser. Les gémissements de Soljenitsyne à ce sujet expriment bien le sentiment général.

La deuxième raison d'inquiétude vient de la pauvreté et de la précarité des appuis internationaux sur lesquels pourrait compter l'Ukraine. La seule frontière « libre » est du côté de la Pologne. Heureusement, il semble que le lourd contentieux qui sépare ces deux pays soit pour le moment assoupi, peut être réglé. Et tout cas les relations sont bonnes. Mais la Pologne a assez à faire avec ses propres difficultés pour pouvoir se charger de celles de l'Ukraine. Au-delà s'étend l'Union Européenne. Sauf l'Allemagne, qui a des liens anciens, elle ignore l'Ukraine. Cependant pour sa sécurité l'Ukraine compte et ne peut compter raisonnablement que sur les Etats-Unis. Or, il semble évident que l'intérêt pour l'Ukraine et la simple compréhension de son importance essentielle a beaucoup reculé depuis les propos déjà anciens de Brzezinski. Je tiens que l'attentat du 11 septembre 2001 contre les tours de Manhattan a été pour l'Ukraine une plus grande catastrophe que pour les Etats-Unis. Ceux-ci se sont en effet brusquement rapprochés de la Russie, qui n'a pas laissé passer l'occasion, et depuis ils regardent avec une indulgence attendrie toutes les mauvaises conduites de Vladimir Poutine. Celui-ci s'est vu distribuer un jeu magnifique et la toujours très habile diplomatie russe joue la carte imperturbablement et impeccablement. Je ne sais trop si les Etats-Unis ont réellement abandonné l'Ukraine, mais ils en donnent l'impression, et, plus gravement encore, l'Ukraine en a l'impression. Ce n'est pas fait pour l'encourager.

La troisième raison, et de loin la plus grave, est dans l'incertitude où se trouve l'Ukraine vis-à-vis d'elle-même.

Les quelques ouvrages qui pendant longtemps ont été les seuls à nous instruire de ce pays, suivaient le schéma nationaliste classique. L'Ukraine, disait-on a toujours existé, son identité a pu être oblitérée par les dominations successives qui se sont abattues sur elle, mais lorsque elle aura pris son indépendance, sa forme nationale éternelle rejaillira au jour. Ce schéma était de même allure que celui du nationalisme polonais ou du nationalisme irlandais au XIXème siècle. Mais il n'était pas correct.

Il convenait à la Pologne, qui avait été un grand royaume et qui s'en souvenait. Convenait il à l'Irlande ? Ce pays avait en grande partie perdu sa langue, en quoi il

ressemblait à l'Ukraine. En revanche, son sentiment national s'appuyait sur l'unité religieuse. En outre l'Irlande, sur laquelle pesait une oppression au moins égale à celle de l'Ukraine, moins « sauvage », mais peut être plus implacable, avait su garder un encadrement, une élite suffisamment instruite. Cette élite ne pouvait pas vraiment faire carrière en Angleterre, où l'Irlandais catholique était confiné dans les tâches ouvrières. Elle n'était pas non plus partie toute entière aux Etats-Unis, où se constituait une autre Irlande, complète et en mesure d'aider la mère patrie. Mais quand le paysan irlandais put enfin s'émanciper, et que, quelques décennies plus tard l'Irlande obtint son indépendance, ce paysan devint un citoyen conscient et jamais il ne fut question d'un retour à l'Angleterre. Au surplus celle-ci ne le souhaitait pas, et toujours il y eut, depuis Swift au moins, tout un courant anglais de littérature et de pensée politique qui se porta au secours de l'Irlande. On voudrait qu'un tel courant ait existé en Russie. On sait que depuis une vingtaine d'années, l'Irlande est le pays dont l'économie est la plus dynamique d'Europe et que le misérable tenancier d'autrefois est devenu individuellement plus riche en moyenne que l'Anglais.

C'est une destinée pareille qu'espéraient les historiens nationalistes de l'Ukraine. Mais ils se trompaient.

Grossièrement, il y a deux principaux obstacles à la formation de la nation ukrainienne. D'abord un très ancien déficit d'élites. A l'époque polonaise, les aristocraties ukrainiennes s'étaient polonisées, si bien que le sentiment national dût passer par un canal plus extérieur à la société, plus imprévisible, celui des atamans et des milices cosaques. L'époque russe procéda à une destruction plus systématique. D'abord celle des cosaques. Puis de l'aristocratie polonaise ou polonisée. Elle procéda à l'écroulement des élites en leur permettant de faire carrière dans l'Etat russe. L'Ukraine fut pour la Russie un réservoir de cadres, car si modeste que fût son développement intellectuel à l'ombre de la Pologne, il était encore supérieur à celui de la Russie. L'Etat russe ne réclamait que le loyalisme, l'appartenance à l'orthodoxie, la russophonie : moyennant quoi les carrières étaient ouvertes dans l'administration de l'Empire. L'époque soviétique fit de même, avec une atrocité totalitaire dans la répression des élites soupçonnées de « nationalisme bourgeois », et un même appel à entrer dans l'appareil communiste. Quant au « peuple », à partir duquel ces élites pouvaient se constituer, il subit de telles destructions qu'il n'en fut plus capable. La paysannerie ukrainienne fut décimée pendant la guerre civile, décimée pendant la collectivisation, mutilée atrocement pendant la famine organisée, elle supporta le poids

principal de l'occupation nazie, et encore une famine et encore une nouvelle répression au lendemain de la guerre. Elle fut aussi russifiée de telle sorte que le parler ukrainien condamnait à demeurer dans les strates les plus inférieures et les plus méprisées de la population. Peut être aucune nation (sauf la Belarus) n'a connu sous le communisme une destruction aussi profonde que l'Ukraine.

L'autre obstacle est l'existence d'une division réelle, et soigneusement cultivée par la Russie, du peuple ukrainien. Celui-ci est écartelé entre deux pôles, l'un occidental, à dominante catholique, conservateur de la langue et de l'idée ukrainiennes, l'autre oriental, à dominante orthodoxe, profondément russifié, sinon tout à fait russe. Entre les deux un « marais », qui se sent sinon « ukrainien », du moins kievien, odessite, « local », en tout cas pas russe, toutefois russophone, tirillé des deux côtés, mais pour l'instant incapable de se déterminer. C'est dans ce secteur, qui constitue probablement la majorité de la population, que se recrute la classe politique. Celle-ci est de type soviétique, au mieux post-soviétique nomenclaturiste et maffieuse autant que la classe politique russe, avec laquelle elle se sent en affinité et à laquelle elle s'accroche quand la contestation démocratique acquiert des forces dangereuses pour elle. Mykola Riabtchouk¹ nous a expliqué pourquoi un pouvoir aussi décrié que celui du président Koutchma réussit à déjouer les attaques d'une opposition désunie et peu sûre d'elle-même.

Il faut encore dire un mot de la division religieuse. Elle est profonde. L'uniatisme, dite encore l'Eglise greco-catholique regroupe moins d'un quart des chrétiens d'Ukraine. Elle a subi d'incroyables persécutions, dont les acmés se situent sous Nicolas Ier et sous Staline. Sa renaissance est l'occasion de multiples frictions. Sa liquidation est réclamée avec obstination par les Eglises orthodoxes qui en font un préalable de toute discussion avec Rome en vue de l'unité. Jusqu'ici Rome plie mais ne rompt pas. Cette Eglise n'a pas obtenu de Rome le titre patriarcal qu'elle revendique. Environ 70 % des paroisses orthodoxes ukrainiennes sont sous la juridiction du patriarcat de Moscou, dont les limites, selon ses prétentions, s'étendent à tout le territoire de l'ancienne URSS. Les autres se partagent en deux ou trois autres juridictions, dont aucune n'obtient la reconnaissance du patriarcat œcuménique de Constantinople qui prend garde d'offenser Moscou. Cela fait que la juridiction de l'Etat Ukrainien ne coïncide pas avec la juridiction d'une Eglise, ce qui constitue une exception

¹ Dans un remarquable essai : *De la « Petite Russie à l'Ukraine »*, Paris, l'Harmattan, 2003, 207 pages. C'est ce que je connais de plus intelligent sur les problèmes actuels de l'Ukraine. Mon discours lui doit beaucoup.

dans le monde orthodoxe, où la nation et l'Eglise et l'Etat se correspondent en règle générale, et laisse un utile instrument d'influence au Kremlin.

Je sais que la manifestation de ce soir est essentiellement religieuse et vouée au recueillement. Mais dans cette belle cérémonie des sept bougies, dont chacune symbolise un million d'hommes, de femmes d'enfants qui ont péri affreusement, nous ne prions pas seulement pour les morts, mais pour les vivants, non pas seulement pour l'Ukraine assassinée, mais pour l'Ukraine qui essaie de revivre. Puisse-t-elle recouvrer, avec sa mémoire, sa raison de vivre et d'espérer.